

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Aussenpolitik</b>
Schlagnworte	<b>Aussenhandel</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1998 - 01.01.2018</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Ammann, Amando  
Barras, François  
Bovey, Audrey  
Burgos, Elie  
Clivaz, Romain  
Huguenet, François  
Hulliger, Caroline  
Käppeli, Anita  
Pasquier, Emilia  
Schnyder, Sébastien

## Bevorzugte Zitierweise

Ammann, Amando; Barras, François; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Huguenet, François; Hulliger, Caroline; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia; Schnyder, Sébastien 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenpolitik, Aussenhandel, 1998 - 2016*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	<b>1</b>
<b>Aussenpolitik</b>	<b>1</b>
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	2
Aussenwirtschaftspolitik	3

## Abkürzungsverzeichnis

<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>EFTA</b>	Europäische Freihandelsassoziation
<b>WTO</b>	Welthandelsorganisation
<b>SECO</b>	Staatssekretariat für Wirtschaft
<b>NGO</b>	Nichtregierungsorganisation
<b>OECD</b>	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>BIP</b>	Bruttoinlandsprodukt
<b>BAWI</b>	Bundesamt für Aussenwirtschaft
<b>TTIP</b>	Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft
<b>TiSA</b>	Abkommen über den Handel mit Dienstleistungen

---

<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>AELE</b>	Association européenne de libre-échange
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>SECO</b>	Secrétariat d'Etat à l'économie
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>UE</b>	Union européenne
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>OFAEE</b>	Office fédéral des affaires économiques extérieures
<b>TTIP</b>	Transatlantic Trade and Investment Partnership
<b>ACS</b>	Accord sur le Commerce des Services

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Beziehungen zu internationalen Organisationen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 05.06.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

L'association européenne de libre-échange (AELE) a poursuivi sur la voie de l'**expansion**, notamment vis-à-vis des pays du **bassin méditerranéen**. Elle a débuté des négociations avec l'Égypte, la Jordanie et Chypre et poursuivi celles avec la Tunisie. Elle a également signé un accord intérimaire avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et entamé pour la première fois des négociations outre-Atlantique avec le **Canada**. Cette dernière opération revêt une grande importance puisqu'elle ouvrirait à l'AELE les portes de l'espace économique nord-américain (ALENA) et ceci avant l'UE. C'est sur l'initiative du Canada que ce rapprochement a été effectué. Ce dernier cherche en effet à diversifier sa politique économique extérieure afin de diminuer sa dépendance vis-à-vis du marché des États-Unis. L'accord de libre-échange avec Ottawa portera sur les produits industriels, le poisson, les produits agricoles transformés et probablement les services. L'agriculture fera l'objet d'accords bilatéraux. Lors des deux réunions ministérielles de Reykjavik et de Loèche-les-Bains (VS), les membres de l'AELE ont statué sur le libre-échange dans le domaine des poissons d'eau douce et du tabac. La Suisse a notamment renoncé à une disposition de 1989 relative au maintien de droits de douane sur les poissons d'eau douce.<sup>1</sup>

MOTION  
DATUM: 09.11.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Avant le sommet de l'OMC de Seattle (USA) où de nombreuses manifestations empêcheront le bon déroulement des activités prévues, les **paysans suisses** ont fait part de leur inquiétude de se retrouver en situation de concurrence face à d'autres producteurs non-astreints aux mêmes critères qu'eux. Traitant de ce sujet suite à une motion Brunner (udc, SG) cosignée par 49 députés et finalement transmise comme postulat, le Conseil national a demandé au Conseil fédéral de s'opposer à ce que les questions commerciales soient mises à l'ordre du jour du prochain round de négociations de l'OMC, aussi longtemps qu'une entente n'aura pas été trouvée pour intégrer des normes sociales et écologiques minimales. A cette fin, le gouvernement a été prié de donner à la délégation suisse envoyée à Seattle la mission de veiller à ce que des normes sociales et écologiques minimales soient fixées. Poursuivant le même but et réclamant de surcroît une pause dans les négociations, environ 40 ONG ont adressé une pétition au Conseil fédéral. Une douzaine d'organisations regroupant paysans, syndicats, tiers-mondistes et écologistes ont également dénoncé le caractère antidémocratique de l'OMC et souhaité que le parlement et le peuple puissent s'exprimer sur les positions que la Suisse entend défendre en son sein.<sup>2</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 15.12.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Les quatre États (Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein) de l'Association européenne de libre-échange (AELE) cherchent à signer avec le Canada le premier **accord de libre-échange transatlantique**. Alors que c'est le premier ministre canadien Jean Chrétien qui proposa d'entrer en négociation avec l'AELE en 1997, il semble aujourd'hui que le Canada soit un peu moins pressé. Programmée initialement à la fin de l'année 1999, la signature de cet accord a été repoussée à une date ultérieure. Par ailleurs, la Suisse a proposé d'étendre à ses partenaires de l'AELE les bénéfices résultant de la conclusion des accords bilatéraux avec l'UE. Un groupe de travail a été constitué à cet effet. Lors de la Conférence ministérielle de l'AELE qui s'est déroulée à Genève au mois de décembre, les pays membres ont décidé d'étendre leurs accords de libre-échange à de nouveaux pays tiers. Lors de l'année sous revue, l'AELE a également entamé des négociations avec la Macédoine et poursuivi celles avec le Conseil des États du Golfe, la Jordanie, Chypre, la Tunisie et l'Égypte.<sup>3</sup>

## Zwischenstaatliche Beziehungen

### POSTULAT

DATUM: 04.10.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

La Conseillère aux Etats Erika Forster (prd, SG) a attiré avec succès l'attention de la petite chambre sur les **discriminations dont faisaient l'objet certaines entreprises helvétiques dans le Vorarlberg autrichien**. Malgré l'opposition du Conseil fédéral, le postulat priant ce dernier d'engager sans plus attendre des négociations avec l'Autriche a été transmis par 16 voix contre 4. Le problème trouve son origine à l'entrée en vigueur du nouveau code autrichien du commerce et de l'industrie en 1993. A partir de cette date, les entreprises saint-galloises ont éprouvé passablement de difficultés à exercer leurs activités au-delà de la frontière, malgré que le canton de Saint-Gall accorde lui sans rechigner les autorisations nécessaires aux entreprises autrichiennes. Le Conseiller fédéral Pascal Couchepin s'est déclaré conscient du problème, mais a considéré comme peu opportun d'entamer des pourparlers avec l'Autriche devant l'imminence de l'aboutissement des accords bilatéraux. Comme l'a confirmé la Communauté européenne, l'Autriche ne serait en effet juridiquement plus en mesure de signer un document sur ce sujet dès l'entrée en vigueur de ces derniers.<sup>4</sup>

### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 06.03.2012  
EMILIA PASQUIER

L'**accord de commerce et de coopération économique** entre la Suisse et le Tadjikistan a été accepté par le Conseil national par 134 voix contre 51. L'opposition s'est retrouvée dans les rangs socialistes et écologistes, qui ont déposé sans succès une proposition de minorité demandant l'introduction d'objectifs de développement durable, de dialogue social et de lutte contre la corruption dans l'accord. Le Conseil des Etats a accepté l'accord par 25 voix et 4 abstentions.<sup>5</sup>

### MOTION

DATUM: 23.09.2013  
EMILIA PASQUIER

En 2011, une motion Markus Hutter (plr, ZH) avait été acceptée par le Conseil national afin d'éviter que les exportateurs suisses doivent effectuer leurs **transactions avec la Chine en dollars**. Le conseiller national demandait alors que la Suisse signe un accord monétaire avec la Chine. En septembre 2013, une motion d'ordre Eberle (udc, TG) a été déposée au Conseil des Etats. Cette motion d'ordre demande que la motion Hutter (plr, ZH) soit renvoyée à la CER-CE. Ce renvoi permettra à la commission de reformuler la motion de base de manière plus appropriée quant à son délai et son contexte, notamment en tenant compte du contexte de l'accord de libre-échange avec la Chine.<sup>6</sup>

### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 10.12.2013  
EMILIA PASQUIER

Lors de son voyage en Chine, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a signé un **accord de libre-échange** avec la Chine. La signature de cet accord a fait couler beaucoup d'encre dans la presse helvétique. Dès la publication du contenu de l'accord en juillet, les ONG ont critiqué l'absence de référence aux droits humains. D'un point de vue économique, l'accord permettra surtout une diminution des droits de douane et une meilleure protection de la propriété intellectuelle. Malgré sa large acceptation au Conseil national (120 voix contre 46 et 16 abstentions), la gauche, par la voie d'une minorité Sommaruga (ps, GE), s'est opposée à la ratification sans la garantie d'une clause sur le respect des droits de l'homme. Cette demande n'ayant pas trouvé de majorité au parlement, la gauche a ensuite déposé deux nouvelles propositions de minorité. La première déposée par Jacqueline Fehr (ps, ZH) a demandé que soient rajoutés les termes suivants : « Le Conseil fédéral soutient l'acquisition d'informations et la transparence en ce qui concerne les conditions de travail et la protection de l'environnement chez les producteurs et les fournisseurs ». Bien que cette proposition ait aussi reçu le soutien des vert'libéraux, elle n'a pas réussi à créer une majorité. La deuxième proposition émanant de Claudia Friedl (ps, SG) a exigé que « Le Conseil fédéral charge la Division Sécurité humaine, la Direction du travail et l'Office fédéral de l'environnement de surveiller l'exécution des dispositions sur les droits de l'homme et sur les questions du travail et de l'environnement liées au commerce » n'a pas non plus trouvé de soutien suffisant. En dernier recours, la conseillère nationale Fehr (ps, ZH) a proposé à la chambre de soumettre cet accord au peuple par voie de referendum obligatoire. Les parlementaires bourgeois se sont opposés à cette nouvelle proposition en la qualifiant d'anticonstitutionnelle et en faisant référence au refus populaire de l'initiative de l'ASIN « La parole au peuple ! » votée en 2012. Après le « oui » du Conseil national, le Conseil des Etats devra encore se prononcer. Si ce dernier s'aligne sur la décision du Conseil national, la Suisse deviendrait le premier pays européen à conclure un tel accord avec la grande puissance asiatique. Notons également que l'accord contient une clause de renégociation qui permettra aux deux parties de modifier l'accord à un rythme biannuel. Cet accord de libre-échange a également été mis en lien avec la **visite du Dalai-Lama** en avril. La presse a supposé que ledit accord était

certainement une des raisons qui a poussé le Conseil fédéral à ne pas accueillir en personne le Dalai-Lama. Au final, le leader tibétain a été reçu par la présidente du Conseil national Maya Graf (verts, BL) dans les locaux du parlement.<sup>7</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.01.2015  
CAROLINE HULLIGER

Avant de se rendre au Forum économique mondial (WEF) à Davos, **Johann Schneider-Ammann a rencontré à Zurich son homologue chinois** Gao Hucheng. Les deux hommes se sont entretenus sur l'accord de libre-échange entré en vigueur le 1er juillet 2014 et dont ils se sont montrés très satisfaits. Il a aussi été question du développement des négociations au sein de l'OMC, notamment en ce qui concerne l'instauration d'un système de règles uniformes pour tous les partenaires commerciaux.<sup>8</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 16.12.2016  
AUDREY BOVEY

Le 18 mai 2016, le Conseil fédéral soumettait au Parlement le projet d'arrêté fédéral concernant l'**accord sur les mesures douanières de sécurité** signé le 12 novembre 2015 **entre la Suisse et la Norvège**. Ayant pour objectif principal que les échanges entre les deux Etats signataires continuent à se dérouler sans entrave, l'accord en question prévoit que soient mises en œuvre, entre la Suisse et la Norvège, des mesures douanières de sécurité similaires à celles convenues respectivement par chacun des deux pays avec l'Union européenne (en ce qui concerne la Suisse, se référer à l'article Facilitation et sécurité douanières. Accord avec la Communauté européenne). Discuté en septembre 2016 au Conseil national, puis en décembre de la même année au Conseil des Etats, le projet a été adopté à l'unanimité par les deux chambres lors du vote final du 16 décembre 2016 (198 voix pour, 0 contre et 0 abstention au Conseil national / 43 voix pour, 0 contre et 0 abstention au Conseil des Etats).<sup>9</sup>

#### Aussenwirtschaftspolitik

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 30.01.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

L'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les armes au second semestre a également eu une **portée restrictive pour les achats d'armes des étrangers** en Suisse. Une base de donnée a notamment été constituée afin de répertorier tous les achats d'armes d'étrangers. Par voie d'ordonnance, le Conseil fédéral peut interdire à tous les ressortissants d'un pays déterminé de se fournir chez les armuriers suisses.<sup>10</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 26.02.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

La **nouvelle loi** sur le matériel de guerre, adoptée en 1996, est **entrée en vigueur** en début d'année. Avec la loi sur le contrôle des biens à double usage, elle avait servi de contre-projet indirect à l'initiative socialiste «pour une interdiction d'exporter du matériel de guerre» rejetée par le peuple en 1997. Désormais, les opérations de courtage seront également soumises à autorisation, même lorsque le matériel ne transite pas par la Suisse. Il en sera de même pour les opérations de transfert de technologie ou de savoir-faire, tout comme pour du matériel moderne tel que les supraconducteurs, les lasers ou encore la software. Seul l'OFAGE sera autorisé à délivrer ces autorisations. Par contre, il est désormais possible à la Suisse de livrer du matériel de guerre dans des zones de tension, comme par exemple aux troupes de l'ONU. La nouvelle loi contient en outre des dispositions interdisant toute activité ayant trait aux armes chimiques, nucléaires ou biologiques.<sup>11</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 16.12.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

Suite aux essais d'armes nucléaires réalisés par l'**Inde** et le **Pakistan**, le Conseil fédéral a décidé de refuser les exportations de matériel de guerre en direction de ces pays et de traiter prudemment les exportations de biens pouvant avoir un double usage. Des mesures du même type ont été prises par le gouvernement suite au développement du conflit armé au Kosovo. Diverses saisies avaient à plusieurs reprises fait état d'un trafic d'armes en provenance de Suisse pour le **Kosovo** et la police fédérale a arrêté une dizaine de personnes, dont des armuriers suisses. A cela est venu s'ajouter le gel des avoirs des gouvernements yougoslaves et serbes, ainsi que l'interdiction de nouveaux investissements et de crédits publics vers la Serbie.<sup>12</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**DATUM: 16.03.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Un **accord commercial avec la Géorgie** a été signé à Berne par Pascal Couchepin et son homologue géorgien Tamar Beruchashvili. Il fixe les plus importants principes de l'OMC comme base d'échange entre les deux parties.<sup>13</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**DATUM: 30.03.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

L'Office des affaires économiques extérieures (OFAEE) a organisé une conférence d'experts à Interlaken à laquelle ont participé des centaines de spécialistes du monde entier ainsi que des représentants des Nations Unies et de l'UE. Les discussions ont porté sur un nouveau système de **sanctions internationales** qui touchent directement les personnes au pouvoir et non pas la population dans son ensemble.<sup>14</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**DATUM: 11.05.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Afin de mieux les intégrer dans l'économie mondiale, le Conseil fédéral a décidé de soutenir davantage les **importations en provenance des pays en voie de développement**. Celles-ci représentent environ 6% du total des importations suisses (en valeur). Pour ce faire, le gouvernement va augmenter son aide dans ce domaine à 26 millions de francs pour une période de 4 ans. C'est l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) qui a été mandaté pour mener ce programme de promotion des importations de trente pays. Le Vietnam, le Pérou, le Ghana, le Nigeria, la Bulgarie et la Roumanie ont été désignés pays de concentration pour cette action.<sup>15</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**DATUM: 28.06.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Une étude du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) a démontré que la **conclusion d'accords de libre-échange avec des états non-européens** n'était pas une alternative sérieuse à l'intégration de la Suisse dans l'Europe et notamment l'UE. Selon cette étude, l'importance économique de tels accords ne doit pas être surestimée et les principaux partenaires commerciaux de la Suisse continueront d'être ses voisins du vieux continent. Une adhésion à l'ALENA (Amérique du Nord et Mexique) ou un accord de libre-échange avec les Etats-Unis n'aurait que des effets marginaux.<sup>16</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**DATUM: 14.07.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Selon un rapport du World Economic Forum, la Suisse a gagné deux rangs au classement des **pays les plus compétitifs** au monde. Elle pointe en 1999 à la sixième place, derrière Singapour, les Etats-Unis, HongKong, Taiwan et le Canada et devant le Luxembourg, le Royaume-Uni, les Pays-bas et l'Irlande.<sup>17</sup>

**BERICHT**DATUM: 31.12.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Après avoir stagné lors des six premiers mois, **les exportations ont repris au cours du troisième trimestre de l'année** sous revue. Durant les dix premiers mois, les exportations de biens ont progressé de 1,7% en terme réels. Le niveau des prix a globalement pu être maintenu et s'est même amélioré à partir de l'été. Reflétant les tendances de l'économie mondiale, les livraisons de produits suisses à l'étranger ont progressé en direction des Etats-Unis, des pays émergents asiatiques (après le net recul en 1998 dû à la crise asiatique) et de la Chine. Dans l'Union européenne et dans les pays en transition de l'Europe, par contre, l'expansion est restée en dessous de la moyenne. Les branches de l'industrie métallurgique et du textile ont enregistré un recul, alors que les exportations de produits pharmaceutiques, d'instruments de précision, de produits en papier, de matières plastiques et de denrées alimentaires ont joui d'une croissance nominale plus élevée que la moyenne. En volume, le secteur de la chimie (29% des exportations totales) a vu ses ventes augmenter de 1,7%, alors que celui des machines, des appareils et de l'électronique (28,3% des exportations totales) a stagné (+0%)

Sur le plan géographique, les **pays industrialisés** ont absorbé 80,2% des exportations suisses (+3,9%), dont 63,1% dans la seule **UE** (+2,4%). **L'Allemagne est toujours la plus forte importatrice de produits suisses** avec 23,5% devant la France (9,5%), l'Italie (8,0%) et la Grande-Bretagne (5,5%). Les augmentations les plus fortes au sein de l'UE ont été réalisées en direction des Pays-Bas (+11,8%) et du Danemark (+ 9,2%), alors que des baisses conséquentes ont été enregistrées avec la Finlande (-12,8%) et l'Espagne (-4,7%). **L'AELE** n'a servi de réceptacle qu'à 0,5% des exportations suisses (-29,9%). A l'extérieur du continent européen, les ventes dans les pays industrialisés ont notamment bien fonctionné aux Etats-Unis et au Canada (respectivement +14,2% et +11,4%). Dans les pays en transformation ou émergents, de fortes variations ont été enregistrées. Si la Hongrie (+9,1%), la Chine (+19,3%), Singapour (+15,6%), la Corée du Sud (+22,3%) et le Mexique (+13,5%) ont constitué des terrains fertiles pour les exportations helvétiques, des baisses significatives ont marqué les ventes de produits



suisse en direction de la CEI (-38,8%), du Brésil (-9,3%), de la Turquie (-28%), de l'Afrique du Sud (-17%) ou de l'Inde (-27,7%) [65].<sup>18</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 31.12.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Toujours grâce à une demande intérieure soutenue (qui s'est en plus concentrée sur les produits non-indigènes), **les importations de biens ont fortement augmenté** (+7,5% en volume dans les 10 premiers mois). Par rapport à 1998, le niveau des prix des importations a fléchi de 2,5% pour atteindre son niveau le plus bas depuis dix ans. Cette continuation de l'embellie conjoncturelle en Suisse a particulièrement été visible pour les achats de véhicules (+19,9%), de machines, d'appareils et d'électronique (+10,9%), et dans le secteur de la chimie (+10,1%). Dans les **pays industrialisés** qui comptabilisent 89,7% des importations suisses (dont 79,6% dans l'UE), les plus fortes croissances ont été enregistrées avec la Finlande (+24,6%), la France (+15,2%), l'Australie (+14,5%), la Suède (+11,8%) et le Japon (+11,2%). Les principaux pays d'achat de la Suisse étaient toujours l'Allemagne (32,7%), la France (12,4%) et l'Italie (10,2%). Concernant les pays **non-industrialisés**, les importations en provenance d'Israël (+71,8%), du Mexique (+53,7%), de Taiwan (+17,5%), de Hongrie (+17,1%), de Tchéquie (+12,0%) et de Pologne(+8,1%) ont notablement augmenté, alors que les livraisons arrivant de Hongkong (-20,0%), de l'Argentine (-16,0%), des pays de l'OPEP (-14,3%), de l'Afrique du Sud (-12,0%) et de la CEI (-10,9%) ont sensiblement diminué. On notera également que les importations en provenance de **l'AELE** (qui représentent 0,3% des importations totales) ont diminué de 7,8% au cours de cette période de calcul.<sup>19</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 31.12.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Comme dans d'autres pays européens, **l'année 1999 sur le plan économique en Suisse** aura encore été marquée par la crise asiatique. Ce n'est qu'à partir du second semestre que les effets de la reprise ont sensiblement commencé à se faire sentir, avec surtout une incidence positive sur les exportations. La demande intérieure, qui avait déjà entamé son redressement en 1998, a continué sur sa lancée dynamique. Quant à la croissance de l'économie helvétique, elle a régressé légèrement à 1,7%.<sup>20</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 30.12.2000  
FRANÇOIS BARRAS

Dans le sillage d'une conjoncture internationale à la croissance extrêmement vigoureuse (4% dans la zone OCDE), **l'économie suisse a atteint un taux de croissance de 3,3%**, le plus élevé depuis une décennie. Le PIB a lui aussi indiqué une croissance de 3,3%. Les exportations ont enregistré une augmentation de 11,9% (valeur nominale) par rapport à 1999, pour **une somme totale de 104'494 millions de francs**. En tête, la chimie et les appareils électriques ont à eux-deux représenté 58,2% des exportations. Les principaux pays industrialisés européens clients de la Suisse ont été l'Allemagne (22,3% du volume total des exportations), la France (9%) et l'Italie (7,6%). Les pays de l'UE ont abrité 60,7% des exportations helvétiques, les pays industrialisés non européens 17,3% (dont 11,7% pour les Etats-Unis et 3,7% pour le Japon).<sup>21</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2000  
FRANÇOIS BARRAS

**La somme totale des importations suisses a représenté un montant de 105'844 millions de francs**, pour une augmentation de 14% (valeur nominale) par rapport à 1999. L'UE a fourni 77,4% des produits importés (31,4% de l'Allemagne, 10,6% de la France, 10,1% de l'Italie), les Etats-Unis ont représenté 6,9% des importations et le Japon 3%. Produits en tête des importations: chimie et appareils électriques. La balance commerciale a enregistré un déficit de 1350 millions de francs pour l'année sous revue.<sup>22</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 30.12.2001  
FRANÇOIS BARRAS

Malgré un premier semestre de forte vitalité économique, la Suisse a marqué le coup de la conjoncture internationale dès le milieu de l'année sous revue. Victime du fort ralentissement de l'économie et du commerce mondiaux, les **exportations** ont perdu de l'élan. Le taux de croissance du PNB, de 3,3% en 2000, est descendu à 1,6%. Les exportations n'ont enregistré qu'une augmentation de 6,2% (valeur nominale), contre 11,2% l'année précédente. Elles ont représenté une somme totale de 110 969,9 millions de francs. Principaux secteurs concernés: la chimie et les appareils électroniques (58,2% des exportations pour ces deux activités). L'Allemagne (22,4%), la France (9,1%) et l'Italie (7,9%) ont été les trois principaux clients européens (la zone UE représente 61% des exportations suisses), alors que les Etats-Unis (10,9%) furent le plus important client non européen.<sup>23</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2001  
FRANÇOIS BARRAS

La somme totale des **importations** suisses a représenté un montant de 110'488,7 millions de francs, soit une augmentation de 4,2% (valeur nominale) par rapport à l'année précédente. Appareillage électronique et chimie (en tout, 42,7%) ont constitué les principales importations, achetées principalement à l'UE (79,8% du total des importations). Parmi les pays européens, l'Allemagne (32,1%), la France (10,9%) et l'Italie (10,2%) se retrouvent en tête. Les Etats-Unis ont représenté 5,4% des importations totales.<sup>24</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2002  
ROMAIN CLIVAZ

La ralentissement conjoncturel mondial s'est fait ressentir en Suisse également. La force du franc y a aussi contribué. Ce sont plus particulièrement l'industrie des biens d'investissement, les services financiers et le tourisme qui en ont souffert. Les **exportations** ont baissé de 1,4% pour se fixer à 109'414 millions de francs. La chimie (35,3% des exportations), la production de machines et d'appareils électroniques (24%) ainsi que l'horlogerie (7,8%) ont été les principaux exportateurs. Les **importations** ont suivi le même mouvement (-6,1%) pour se fixer à 103'891 millions de francs. La chimie (22,9% des importations), les machines et appareils électroniques (20,7%) ainsi que les véhicules (10,5%) sont les branches les plus importantes. Les principaux clients européens sont restés l'Allemagne (20,9%), la France (9,3%) et l'Italie (8,2%), l'UE représentant au total 60,2%. Les Etats-Unis sont restés les principaux acheteurs non-européen (10,9%). Concernant les importations, les principaux fournisseurs européens ont à nouveau été l'Allemagne (32,1%), l'Italie (10,7%) et la France (10,3%), l'UE représentant au total 80,1%. Les Etats-Unis sont demeurés les principaux fournisseurs non-européen. Le fait le plus marquant de l'année est certainement l'entrée en vigueur des sept accords bilatéraux signés en 1999 avec l'UE.<sup>25</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 13.05.2004  
ELIE BURGOS

Au mois de février, l'UE a annoncé unilatéralement et sans avertissement que les produits communautaires importés en Suisse seraient taxés s'ils étaient réexportés vers l'UE. La mesure devait s'appliquer à partir du 1er mars. La Suisse a immédiatement et vivement protesté (notamment tout d'abord par la voix du seco), signalant qu'une telle mesure représenterait une violation de l'Accord de libre-échange de 1972, qui prévoit la franchise totale tant pour les produits industriels de l'UE que de la Suisse. De nombreuses entreprises suisses ont également réagi à la nouvelle et ont fait part de leurs inquiétudes. Le seco a obtenu, quelques jours plus tard, que le nouveau régime douanier européen soit repoussé et réexaminé. Vers la mi-mai, l'UE est finalement revenue sur sa décision et a renoncé à la mesure sans condition. Une interpellation urgente Büttiker (prd, SO; 04.3021), déposée au Conseil des Etats lors de la session de printemps, demandait des **éclaircissements** au Conseil fédéral concernant la réintroduction de ce droit de douane sur les produits d'origine communautaire réexportés à partir du 1er mars. Au Conseil national, ce ne sont pas moins de trois interpellations urgentes qui ont été déposées presque simultanément à ce sujet au début du mois de mars : une du groupe UDC, une du groupe socialiste et une du groupe radical-libéral. Le gouvernement, très ferme sur cette question, a déclaré avoir demandé à l'UE de revenir sur sa position. Il en allait, selon lui, de millions de francs et de plusieurs milliers d'emplois.<sup>26</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2004  
ELIE BURGOS

L'année 2004 a été une excellente année, puisque le commerce extérieur suisse a réalisé son meilleur résultat depuis quatre ans, grâce à une embellie de la situation conjoncturelle en Suisse et à l'étranger. Les **exportations** (132'423 millions de francs, soit une augmentation nominale de 8,5% par rapport à 2003) ont affiché une croissance nominale plus prononcée que les **importations** (141'735 millions de francs, soit une augmentation nominale de 7%). C'est la métallurgie qui a enregistré la plus forte croissance. La chimie, pilier de l'exportation, a affiché une hausse du chiffre d'affaires d'environ 10% par rapport à l'année précédente. Quant à la balance commerciale, elle a bouclé l'année avec un excédent record de 9,3 milliards de francs. Par régions, le plus grand dynamisme est à mettre sur le compte des pays non industrialisés. Si la Chine a été sans surprise la plus active, les échanges avec le Sud-est européen et la CEI ont également été vigoureux. En ce qui concerne les échanges avec les pays industrialisés, principaux partenaires de la Suisse, tant les importations (+ 6,5%) que les exportations (+ 7,1%) ont massivement augmenté. Si le commerce avec l'UE a affiché une évolution similaire, il a été plus modéré avec les USA, notamment en raison de la faiblesse du dollar. Les USA sont néanmoins restés le deuxième marché d'exportation de la Suisse en 2004.<sup>27</sup>

## INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 31.12.2005  
ELIE BURGOS

Le commerce extérieur a atteint de nouveaux sommets, réalisant son meilleur résultat depuis quatre ans. Les **importations** (143'159 millions de francs, soit une augmentation nominale de 8,1% par rapport à 2004) ont affiché une croissance nominale plus prononcée que les exportations (151'455 millions de francs, soit une augmentation nominale de 6,9% par rapport à 2004). Au niveau des branches exportatrices, les instruments de précision, l'horlogerie, la bijouterie et la chimie ont fait de brillants résultats, cette dernière affichant une hausse de 10,6% par rapport à l'année précédente. Quant à la balance commerciale, elle a bouclé l'année avec un excédent de 8,3 milliards de francs, inférieur de presque un milliard de francs (-10,9%) par rapport au record de l'année 2004. Le recul repose principalement sur le déficit de croissance avec l'UE. Par régions, un grand dynamisme est à mettre sur le compte des pays en transition (CEI, pays du sud-est européen et Chine), ainsi que des pays en développement (Inde, notamment). En ce qui concerne les échanges avec les pays industrialisés, principaux partenaires de la Suisse, tant les importations (+7,5%) que les exportations (+7,3%) ont augmenté par rapport à l'année précédente. Si le commerce avec l'UE a affiché une évolution similaire, il a été plus intense avec les USA (importations: +14,1%; exportations: +13,3%).<sup>28</sup>

## STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.02.2006  
ELIE BURGOS

L'année 2006 a été celle de tous les superlatifs, atteignant de nouveaux sommets, avec des taux de croissance nominaux à deux chiffres à l'export comme à l'import. Durant l'année sous revue, les **importations** se sont en effet accrues de 11,0% en valeur à 165'540,1 millions de francs (+5,6% par rapport à 2005). Il faut remonter à l'année 2000 pour retrouver pareil élan. Les **exportations** ont affiché, quant à elles, une hausse nominale de 12,9% pour s'établir à 177'194,9 millions de francs (+9,1% par rapport à 2005). Un tel dynamisme n'avait plus été observé depuis 1977. La **balance commerciale** a bouclé l'année 2006 avec un solde record de +11'654,8 millions de francs, soit presque la moitié de plus que celui de 2005 (+7'883,0 millions de francs). Ce résultat historique repose avant tout sur un excédent d'exportations colossal dans le secteur de la chimie. Les branches exportatrices ont toutes vu leur chiffre d'affaire augmenter de 10 à 20%. Avec une croissance de 20,5%, l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs a mené le bal grâce au boom des ventes de boissons, alors que la métallurgie et la chimie ont progressé respectivement de 15,1 et 14,8%. La demande de produits suisses a augmenté de plus de 10% dans tous les marchés. Dans l'UE, le principal débouché, la demande s'est accrue de 11,3%. Quant aux ventes en Russie, en Ukraine, en Roumanie et en Inde, elles ont bondi entre 34,7 et 46,7%.<sup>29</sup>

## STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.01.2007  
ELIE BURGOS

L'essor du commerce extérieur affiché depuis 2004 s'est poursuivi en 2007, avec des taux de croissance nominaux à deux chiffres aussi bien à l'export qu'à l'import. Durant l'année sous revue, les **importations** ont augmenté de 18'168 millions de francs (+11,0%) par rapport à 2006 pour s'établir à 183'578 millions de francs. Quant aux **exportations**, elles ont atteint 197'533 millions de francs, soit 20'058 millions de francs de plus qu'en 2006 (+11,3%). La balance commerciale a bouclé l'année 2007 avec un excédent record de 13 955 millions de francs, soit 1891 millions de francs de plus par rapport à 2006 (+15,7%). Malgré cet excellent résultat d'ensemble, le commerce extérieur a toutefois connu un léger ralentissement dans les deux directions du trafic au cours du dernier trimestre. Au niveau des produits d'importation, tous les groupes principaux ont gagné du terrain au cours de l'année sous revue, hormis les produits énergétiques. Les matières premières et demi-produits, en hausse d'un cinquième, ont survolé les débats. En ce qui concerne les exportations, toutes les branches ont à nouveau accru leur chiffre d'affaires, avec des augmentations comprises entre 11 et 22% pour la moitié d'entre elles. L'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs a réalisé les meilleurs résultats, avant tout grâce à l'envol des ventes de café et de boissons. Les importations de toutes les régions économiques se sont renforcées, à l'exception des pays en développement. Les produits importés d'Irlande, du Brésil, de Turquie, de Thaïlande et d'Inde ont notamment connu un essor important (entre 24 et 30%). Principal débouché de la Suisse au niveau des exportations, la croissance a été largement soutenue dans les pays industriels. Le rythme de croissance avec l'UE (+11,8%) et les Etats extra-européens (+1,7%) a cependant suivi une tendance opposée. Ces derniers ont notamment souffert de la stagnation des ventes aux USA et du recul des envois au Japon. La Russie, la Chine, l'Inde, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne se sont à l'inverse accrues entre environ 10 et 30%.<sup>30</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 01.01.2008  
ELIE BURGOS

Après avoir connu un essor à deux chiffres au cours des deux derniers exercices, le commerce extérieur suisse a – malgré la crise économique – progressé en 2008 aussi bien à l’export qu’à l’import. Durant l’année sous revue, les **importations** ont augmenté de 3271,9 millions de francs (+1,8%) par rapport à 2007 pour s’établir à 186’850 millions de francs. Quant aux **exportations**, elles ont atteint 206’680 millions de francs, soit 9147 millions de francs de plus qu’en 2007 (+4,6%). Les exportations ont ainsi franchi pour la première fois la barre des 200 milliards de francs. Le vent a toutefois clairement tourné lors du dernier trimestre, sous l’effet de la crise économique, et a fait plonger la moitié des branches exportatrices dans les chiffres rouges. La balance commerciale a bouclé l’année 2008 avec un excédent record de 19’830 millions de francs, soit 5900 millions de francs de plus par rapport à 2007 (+42,1%). A lui seul, le secteur de la chimie a vu son excédent gonfler de 6,1 milliards pour culminer à 33 milliards de francs. Au niveau des produits d’exportation, toutes les branches ont connu une croissance moindre qu’en 2007. Après un dernier trimestre 2008 difficile, la moitié d’entre elles ont basculé du mauvais côté de la barre tandis que l’autre moitié limitait les dégâts. Seule l’industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs a enregistré une croissance à deux chiffres. De l’autre côté de l’échiquier, on trouve l’industrie textile avec des exportations en recul de 7,7%. En ce qui concerne les importations, si la croissance fut dans l’ensemble modeste à l’importation, les matières premières et demi-produits ont été le seul des quatre groupes principaux selon l’emploi à subir un recul. A l’inverse, les produits énergétiques ont décollé d’un tiers, poussés notamment par la flambée des prix (+23%). Si les exportations helvétiques ont progressé vers toutes les régions économiques, elles ont surtout brillé vers les pays en développement et ceux en transition, avec une hausse d’un septième par rapport à 2007. Les affaires avec l’UE et avec les pays industriels extra-européens ont quant à elles connu une évolution frileuse (+3%). Alors que les importations en provenance des pays en développement s’envolaient (OPEP : +39%), celles des autres régions économiques ont faiblement progressé (pays émergents et industriels), voire accusé un recul (pays en transition). Les importations en provenance de l’UE ont pour leur part augmenté de 1%.<sup>31</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 04.02.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le commerce extérieur suisse a été **fortement ralenti par la crise économique et financière** mondiale. Il a vécu la pire performance depuis des décennies après une année 2008 record. Ainsi, les **exportations** ont diminué de 12,6% pour atteindre 180,3 milliards de francs, la plus grande chute depuis 1944, ramenant le niveau des ventes à celui de 2006. Le recul s’est stabilisé au dernier trimestre et, pour la première fois depuis fin 2008, les ventes ont progressé de 14,4 milliards de francs en décembre de l’année sous revue. Les **importations** ont elles chuté de 14,3% à 160,1 milliards de francs, la plus forte baisse depuis 1975, et ont ainsi rejoint leur niveau de 2006. Après s’être constamment renforcé jusqu’au milieu de l’année sous revue, le recul des entrées s’est finalement tassé au dernier trimestre. Malgré une année très difficile, la **balance commerciale** suisse a atteint un nouveau record pour l’équivalent de 20,2 milliards de francs (+3,2% par rapport à 2008).<sup>32</sup>

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 11.12.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En février, le Conseil fédéral a présenté son message relatif à l’arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de la **Convention de Lugano révisée** concernant les compétences judiciaires, la reconnaissance et l’exécution des décisions en matières civile et commerciale signée en octobre 2007. Cette révision devait permettre l’extension du champ d’application territorial de la convention aux nouveaux Etats membres de l’UE. Cette révision visait également à correspondre au règlement communautaire « Bruxelles I » de l’UE. Les deux chambres ont adopté l’arrêté fédéral à l’unanimité.<sup>33</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 03.02.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En 2010, le commerce extérieur suisse a crû de manière significative par rapport à 2009 et cela malgré la cherté du franc. Ainsi, les **exportations** ont progressé de 7,1% par rapport à 2009 pour atteindre 193,3 milliards de francs, en dessous du record de 2008 (206,7 milliards). Le deuxième trimestre a été le plus dynamique tandis que la fin de l’année a été plus difficile en raison de la valeur du franc. Les exportateurs ont ainsi été amenés à baisser les prix. Les **importations** ont elles augmenté de 8% par rapport à l’année précédente pour atteindre 173,7 milliards. Si le premier trimestre a été délicat, le deuxième a progressé de 15%. Les prix se sont maintenus aux mêmes niveaux que l’année précédente. La **balance commerciale** a été bouclée avec le deuxième plus fort excédent de son histoire (19,6 milliards de francs). Toutefois, la première baisse depuis

2005 a été observée (-3,8% par rapport à 2009). Elle aurait été la conséquence de l'augmentation du déficit avec l'UE. Le mois de décembre a été particulier avec un renforcement des exportations (+3%) et des importations (+4,2%), une chute des prix à l'entrée (-2,1%) et à la sortie (-3,7%) et une balance commerciale excédentaire de 1,3 milliards de francs (-5,8%).<sup>34</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 15.03.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En janvier, le Conseil fédéral a présenté son **rapport sur la politique économique extérieure 2009** traitant de la crise économique nationale et internationale, ainsi que de la gestion de ses impacts sur une économie helvétique principalement tournée vers l'exportation. Malgré la bonne résistance de l'économie nationale en comparaison internationale, il prédit une croissance négative pour 2010. Le Conseil fédéral y rappelle son engagement contre le protectionnisme financier et commercial dans le cadre des organisations internationales, ainsi que son soutien à l'activité économique à travers le renfort de la concurrence sur le marché domestique et l'amélioration des conditions cadres de l'économie d'exportation. Le Conseil fédéral a estimé que les nouveaux accords de libre-échange augmenteraient les chances de l'économie d'exportation de profiter de la reprise lorsqu'elle interviendrait et que de nets progrès ont été réalisés dans la consolidation des relations avec l'UE et le renforcement de la réglementation multilatérale de l'OMC. Cette analyse est accompagnée d'un **rapport sur les mesures tarifaires prises en 2009** et de trois messages. Ils concernent l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et l'Albanie et l'accord sur l'agriculture entre la Suisse et l'Albanie, l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et la Serbie et l'accord sur l'agriculture entre la Suisse et la Serbie, ainsi que les accords avec le Lesotho, la Chine et le Tadjikistan concernant la promotion et la protection réciproque des investissements. Le parlement a pris acte des rapports et a adopté les arrêtés fédéraux.<sup>35</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 02.02.2012  
ANITA KÄPELI

Trotz starkem Schweizer Franken und anhaltender wirtschaftlicher Unsicherheiten nahmen die **Exporte** im Berichtsjahr um 2.1% zu. Die Dynamik liess im Berichtsjahr aber merklich nach; im dritten Quartal 2011 nahmen die Exporte gegenüber dem Vorjahr sogar leicht ab. Die Exportwirtschaft versuchte die Einbussen durch ein Entgegenkommen bei den Preisen wettzumachen, was sich in einem Rückgang der Exportpreise um durchschnittliche 5.5% niederschlug. Insgesamt wurden im Jahr 2011 Waren im Wert von CHF 197.6 Mia. ausgeführt. Rückläufig waren die Ausfuhren vor allem in der Papier- und der graphischen Industrie sowie der Bekleidungs- und Textilbranche. Von der Nachfrage in Asien profitierte die Uhrenindustrie, welche ihre Ausfuhren im Berichtsjahr um 19.3% steigerte. Die Schweizer Exporteure setzten vor allem in Deutschland, Irland und den Vereinigten Arabischen Emiraten mehr ab. Ebenfalls wuchsen die Ausfuhren nach Indien, Taiwan und Russland, jeweils zwischen 13% und 15%.

Die **Importe** betragen 2011 CHF 173.7 Mia., was nahezu dem Wert des Vorjahres entsprach. Real wuchsen die Einfuhren um 1.9%. Während die ersten drei Monate 2011 noch ein grösseres Importvolumen aufwiesen, zeigten die anderen drei Quartale gegenüber der jeweils gleichen Zeitspanne 2010 negative Werte an. Einen Rückgang an Einfuhren vermeldeten insbesondere die Investitions- und Konsumgüterbranche. Bei letzterer schlugen die Einbussen bei den Importen der Bijouterie- und Juwelierbranche sowie der Unterhaltungselektronik zu Buche. Bezogen auf die geographische Herkunft wuchsen die Einfuhren aus Kasachstan um satte 78% was auf die starke Erdölnachfrage zurückzuführen ist. Die Importe aus Indien, Polen und Brasilien stiegen ebenfalls stark an.

Der Saldo der Ein- und Ausfuhren schlug sich in einem neuen Rekordüberschuss von knapp CHF 24 Mia. nieder. Gegenüber dem Vorjahr wuchs der **Handelsbilanzüberschuss** somit um CHF 4 Mia.<sup>36</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 05.02.2012  
EMILIA PASQUIER

Au cours d'une année 2012 marquée par une situation économique défavorable, les **exportations** ont légèrement augmenté de 1,5%, à 200,9 milliards de francs. Le troisième trimestre a connu la hausse la plus importante faisant suite à une baisse des exportations au cours du deuxième trimestre. Contrairement à l'année précédente, les prix ont renchéri (+1,7%). Le renforcement des exportations a été observé principalement dans trois branches: l'horlogerie (+11%), l'industrie chimique et pharmaceutique (+5,8%) et les denrées alimentaires, boissons et tabacs (+3,4%). Ces

augmentations tranchent avec l'évolution du papier et des arts graphiques (-13%), qui recule pour la cinquième année consécutive. Le commerce d'export a reculé avec l'Europe (-1%), la Chine (-12%) et l'Inde (-10%). Ce recul a cependant été compensé par une forte demande émanant de l'Arabie Saoudite (+23%), de Singapour (+14%), des USA (+12%), du Canada (+9%) et de l'Amérique latine (+10%).<sup>37</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**

DATUM: 05.02.2012  
EMILIA PASQUIER

Malgré un premier semestre difficile, les **importations** ont augmenté de 1,2% à 176,5 milliards de francs au terme de l'année sous revue. Cette augmentation a également vu les prix augmenter de 0,6% après des baisses consécutives durant trois ans. Les prix des produits énergétiques ont permis un bond des importations de 13%. En revanche, les matières premières et demi-produits ont reculé de 4%. Dans ce groupe, la demande de métaux (-11%) et des demi-produits en papier (-12%) ont particulièrement souffert. Les importations dans le secteur de l'aéronautique ont quant à elles augmenté de 41%.<sup>38</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**

DATUM: 05.02.2012  
EMILIA PASQUIER

Le mois de décembre a été marqué par une chute du commerce extérieur due au calendrier. Décembre 2012 a compté deux jours ouvrables de moins que 2011. Cette différence corrigée, la **balance commerciale** boucle le mois avec un excédent de 1,0 milliard de francs. Au cours de l'année sous revue, la balance commerciale boucle finalement avec un excédent record de 24,4 milliards de francs, soit 860 millions de plus que l'année précédente.<sup>39</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**

DATUM: 01.01.2013  
EMILIA PASQUIER

Les **exportations du matériel de guerre** ont enregistré une baisse de 34% en 2013 par rapport à 2012. La Suisse a ainsi exporté pour un montant de 461,2 millions de francs (contre 700,4 millions en 2012), ce qui représente une part de 0,22% des exportations suisses. La Confédération a livré du matériel dans 71 pays. Largement en tête des pays destinataires, l'Allemagne a importé pour 123,5 millions de matériel suisse. Elle est suivie de l'Italie (58,9 millions) et des USA (43,8 millions). Sur 57 demandes de préavis visant à obtenir une autorisation d'exporter avec un client, 16 ont été refusées. Ces refus ont notamment été motivés par une volonté de garantir la paix, la sécurité régionale et internationale. Suite aux grenades suisses livrées originalement aux Émirats Arabes, mais retrouvées sur les champs de bataille syriens lors de l'année précédente, la Suisse a également renforcé le contrôle en matière de non-réexportation pour éviter que de tels cas se reproduisent. Premier traité fixant des normes contraignantes en matière de commerce des armes, le Traité sur le commerce des armes (TCA) a été adopté par l'assemblée générale de l'ONU et signé par la Suisse. Le Conseil fédéral soumettra ce traité au parlement en 2014.<sup>40</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**

DATUM: 01.01.2013  
EMILIA PASQUIER

Comme en 2012, les **exportations** n'ont que peu augmenté au cours de l'année 2013 totalisant un montant de 201,8 milliards de francs (+0,8%). De même, l'augmentation des prix a été relativement faible (+0,8%). En comparaison avec l'année précédente, seul le dernier trimestre a révélé une évolution positive. En se penchant sur les différentes branches, on observe que les augmentations d'exportation les plus importantes se trouvent dans l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs (+7,1%, notamment l'exportation de café avec une augmentation de 17%), l'industrie des matières plastiques (+5,3%) et les instruments de précision (+3,3%). A l'inverse, les exportations dans les secteurs de l'industrie du papier et des arts graphiques (13,0%), l'industrie des machines et de l'électronique (-9,7%) et l'industrie métallurgique (-8,4%) ont reculé. Pour ce qui est des partenaires économiques, il faut noter l'accentuation des exportations vers le Mexique (+12%), la Chine (+11%) et l'Arabie Saoudite (+8%). Ces résultats contrastent particulièrement avec le résultat des exportations avec l'Inde (-24%) et le Japon (-12%). Concernant l'Europe, les exportations ont subi une légère baisse (-1%), baisse qui s'explique en partie par le changement de méthode pour le relevé du courant électrique.<sup>41</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 01.01.2013  
EMILIA PASQUIER

Les **importations** se sont élevées à 117,3 milliards de francs, reflétant ainsi une légère progression. Comme en 2012, et ce suite à trois années de baisse, les prix ont renchéri de 2,1% pour 2013. La branche des produits énergétiques est la seule branche ayant subi un recul de ses importations au cours de l'année sous revue (-18,0%). A l'inverse, les importations de biens d'équipement (+4,0%) et de biens de consommation (+2,2%) ont augmenté. Dans la catégorie des biens d'équipement, notons la baisse conséquente de l'aéronautique (-28%). En termes géographiques, les importations en provenance du Nigéria (+56%) et du Mexique (+45%) ont bondi; une augmentation qui contraste avec les baisses observées au Brésil (-23%) et en Belgique (-10%).<sup>42</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 01.01.2013  
EMILIA PASQUIER

La **balance commerciale** a bouclé l'année sous revue avec un excédent record de 24 milliards de francs.<sup>43</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 31.12.2015  
CAROLINE HULLIGER

Les **exportations de matériel de guerre** ont enregistré une baisse de 21% en 2015 par rapport à l'année précédente. Les entreprises suisses ont ainsi exporté pour un montant de 446,6 millions de francs de matériel de guerre (contre 563,5 millions de francs en 2014), ce qui représente une part de 0,16% des exportations suisses. La Suisse a exporté du matériel dans 71 pays. En tête des pays destinataires, nous retrouvons l'Allemagne avec des livraisons d'une valeur de 130,3 millions de francs, suivie de l'Inde (45,5 millions), de l'Indonésie (44,2 millions), des États-Unis (26,3 millions) et de l'Italie (24,4 millions).

En ce qui concerne le respect des non-réexportations, la Suisse a fait valoir son droit de contrôle en envoyant des experts du SECO en Corée du Sud, en Estonie, au Ghana, en Indonésie, en Jordanie, au Liban, à Macao, au Mexique et en Turquie. Les inspections qui y ont été menées ont montré que tous ces pays avaient respectés leur engagement de ne pas réexporter le matériel de guerre sans l'accord de la Suisse.

Par ailleurs, le Traité sur le commerce des armes (TCA) adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 2013 a été approuvé par les Chambres fédérales et entré en vigueur pour la Suisse le 30 avril 2015.<sup>44</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 29.02.2016  
AMANDO AMMANN

Gerhard Pfister (cvp, LU) reichte im Dezember 2014 ein Postulat zur **Prüfung der Schweizer Opportunitätsstrategie im Freihandel zwischen der EU und den USA** ein. Pfister erwartete vom Bundesrat einen Bericht, welcher die Schweizer Strategie im Fall des Zustandekommens des TTIP zwischen den USA und der EU und des TiSA aufzeigt. Da die EU und die USA die beiden wichtigsten Handelspartner der Schweiz seien, müsse diese sich hinsichtlich der neuen Freihandelsabkommen positionieren, erklärte Pfister. Er forderte eine Strategie, welche denjenigen entgegengesetzt werden kann, welche sich kritisch gegenüber einem Schweizer Zugang zum TTIP äusserten, denn dieses biete «grosse Potenziale und Opportunitäten».

In seiner Stellungnahme verwies der Bundesrat auf eine Arbeitsgruppe des Seco und zwei in Auftrag gegebene Studien, welche die Auswirkungen des TTIP auf die Schweiz evaluieren sollten. Die Strategie der Schweiz werde jedoch erst formuliert, wenn der Inhalt des TTIP bekannt sei. Ziel sei es, die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz zu erhalten und zugleich die sektorielle Entwicklung, die ökologischen Konsequenzen des Abkommens sowie die Wechselkursentwicklung zu berücksichtigen. An den Verhandlungen über das TiSA nehme die Schweiz teil, doch auch diese seien noch nicht abgeschlossen. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats.

Das Postulat wurde von Jean Christophe Schwaab (sp, VD) bekämpft, wodurch es in der Wintersession 2016 zu einer Debatte im Nationalrat kam. Postulant Pfister enervierte sich darüber, dass die Bekämpfung dieses «harmlosen» Postulats einer Gesprächsverweigerung der Gegenseite gleichkomme, denn es sei die Aufgabe des Parlaments zu diskutieren, wie man in derartigen Fragen vorgehen wolle. Jacqueline Badran (sp, ZH) bemängelte, dass sich Pfister ausschliesslich auf die Chancen der Handelsabkommen fokussiere, obwohl diese doch für die Schweiz «massiv Schaden» mit sich bringen würden. Auch Nationalrat Schwaab, der das Postulat bekämpft hatte, äusserte seine Sorgen hinsichtlich des Schadens, den insbesondere die Schweizer Agrarwirtschaft durch das TTIP erleiden würde. Schwaab sah gar die demokratischen Grundlagen in Gefahr, denn die Schiedsgerichte, welche die Umsetzung des TTIP mit sich brächte, kämen den von der SVP so oft kritisierten «fremden Richtern» gleich. Bundesrat Schneider-Ammann forderte den Nationalrat auf, das Postulat anzunehmen, denn das TTIP werde kommen und wenn die Schweiz die Nachteile für ihre Wirtschaft gering halten wolle, so bliebe «nicht beliebig viel Zeit». Der Nationalrat nahm die

mahnenden Worte zur Kenntnis und das Postulat mit 142 zu 49 Stimmen (bei 1 Enthaltung) an. Die Nein-Stimmen stammten vonseiten der Grünen, der SP und der SVP.<sup>45</sup>

- 
- 1) BO CN, 1998, p. 495 ss.; FF, 1999, p. 1013 s. (Rapport du CF sur la politique économique extérieure 98/1+2). TG, 5.6.98 (Canada).
  - 2) AB NR, 1999, S. 2176 f.; BaZ, 13.8.99 (ONG); presse du 9.11.99 (contrôle démocratique).
  - 3) FF, 2000, p. 1314 s.; LT, 7.6.99 (Canada); TG, 14.12 et 15.12.99 (Genève et négociations avec d'autres pays).
  - 4) BO CE, 1999, p. 1155 ss.
  - 5) FF, 2012, p. 675ss., 935ss., 2737, 3601s.; BO CN, 2012, p. 64ss.; BO CE, 2012, p. 115ss.
  - 6) BO CE, 2013, p. 846ss.
  - 7) FF, 2013, p. 7325ss.; BO CN, 2013, p. 2067ss.; Communiqué du DEFR du 4.7.13; NZZ, 17.4.14; Lib, 16.7. et 11.12.13.
  - 8) Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann rencontre le ministre du Commerce chinois Gao Hucheng.pdf
  - 9) BO CE, 2016, p. 1110 ss.; BO CE, 2016, p. 1254; BO CN, 2016, p. 1563 ss.; BO CN, 2016, p. 2318; FF, 2016, p. 4119 ss.
  - 10) NZZ, 30.1.98.
  - 11) JdG et TA, 26.2.98.
  - 12) FF, 1999, p. 1051ss.; TA et Blick, 29.10.98; NZZ, 30.10.98; LT, 16.12.98.
  - 13) NZZ, 16.3.99.
  - 14) Lib., 30.3.99.
  - 15) Presse du 11.5.99.
  - 16) 24h, 28.6.99.
  - 17) LT, 14.7.99.
  - 18) FF, 2000, p. 1291 ss.
  - 19) FF, 2000, p. 1291 ss.
  - 20) FF, 2000, p. 1291 ss.
  - 21) FF, 2001, p. 778 ss.
  - 22) FF, 2001, p. 778 ss.
  - 23) FF, 2002, p. 1198 ss.58
  - 24) FF, 2002, p. 1198 ss.58
  - 25) FF, 2003, p.747 ss.
  - 26) BO CE, 2004, p. 113 ss.; BO CN, 2004, p. 341 ss.; LT et 24h, 20.2.04; LT et 24h, 25.2.04; presse du 13.5.04.
  - 27) Administration fédérale des douanes (AFD), Commerce extérieur de la Suisse 2004, Berne 2005.
  - 28) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes (AFD), 2.2 et 6.6.06.
  - 29) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes, 1.2.07.
  - 30) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes, 2.2.08.
  - 31) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes, 3.2.09.
  - 32) Administration fédérale des douanes, Communiqué de presse, 4.2.10. Voir APS 2008, p.72 s.
  - 33) FF, 2009, p. 1497 ss.; BO CE, 2009, p. 960; BO CN, 2009, p. 1958 s.
  - 34) DFF, Communiqué de presse, 3.2.11.
  - 35) FF, 2010, p. 415 ss.; BO CE, 2010, p. 233 ss.; BO CN, 2010, p. 292 ss.
  - 36) Medienmitteilung EZV vom 2.2.12.
  - 37) Communiqué du DFF du 5.2.13.
  - 38) Communiqué du DFF du 5.2.13.
  - 39) Communiqué du DFF du 5.2.13.
  - 40) Communiqué du SECO du 28.2.14.
  - 41) Communiqué du DFF du 6.2.14.
  - 42) Communiqué du DFF du 6.2.14.
  - 43) Communiqué du DFF du 6.2.14.
  - 44) Rapport sur les exportations de matériel de guerre 2015; TG, 24.2.16
  - 45) AB NR, 2015, S. 571; AB NR, 2016, S. 11 ff.; Cottier et al. (2014). Potential Impacts; Po. 14.4186